

op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 juni 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2020-2021:*

Stukken van het Waals Parlement, 601 (2020-2021) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 9 juni 2021.

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2021/42169]

**10 JUIN 2021. — Décret visant à poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° l'association sans but lucratif : l'association sans but lucratif visée au livre 9 du Code des sociétés et des associations :

- a) qui est assujettie à la TVA ;
- b) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail au moins une personne ;
- c) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail moins de deux-cent cinquante personnes en équivalent temps plein ;
- d) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ;
- e) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi, sur base des comptes 2019 approuvés ;

2° le Code NACE-BEL : la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne élaborée par l'Office belge de statistique (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 de la Commission du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

3° la plateforme web : l'application web visée à l'article 1<sup>er</sup>, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

4° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'association sans but lucratif correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

**Art. 2.** L'indemnité complémentaire visée aux articles 4, 5 et 6 est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement (UE) n° 1407/2013.

**Art. 3.** Pour bénéficier de l'indemnité complémentaire visée aux articles 4, 5 et 6, l'association sans but lucratif doit être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 4.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif qui possédait en Région wallonne une unité d'établissement visée à l'article I.2., 16°, du livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique avant le 5 mars 2021 et dont l'activité relève d'un des Codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 56.101 du Code NACE-BEL ;
- 2° 56.102 du Code NACE-BEL ;
- 3° 56.210 du Code NACE-BEL ;
- 4° 56.301 du Code NACE-BEL ;
- 5° 56.302 du Code NACE-BEL ;
- 6° 56.309 du Code NACE-BEL.

L'indemnité complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

- 1° 4.000 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à un ;
- 2° 6.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à un et inférieur à cinq ;
- 3° 9.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à cinq et inférieur à dix ;
- 4° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à dix.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, si l'association sans but lucratif a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

Le Gouvernement peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la COVID- 19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

**Art. 5.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif qui possédait en Région wallonne une unité d'établissement visée à l'article I.2., 16°, du livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique avant le 27 mars 2021 et dont l'activité relève d'un des Codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 47.990 du Code NACE-BEL ;
- 2° 59.140 du Code NACE-BEL ;
- 3° 82.300 du Code NACE-BEL ;
- 4° 85.510 du Code NACE-BEL ;
- 5° 85.520 du Code NACE-BEL ;
- 6° 90.021 du Code NACE-BEL ;
- 7° 90.041 du Code NACE-BEL ;
- 8° 90.042 du Code NACE-BEL ;
- 9° 91.030 du Code NACE-BEL ;
- 10° 91.041 du Code NACE-BEL ;
- 11° 92.000 du Code NACE-BEL ;
- 12° 93.110 du Code NACE-BEL ;
- 13° 93.121 à 93.129 du Code NACE-BEL ;
- 14° 93.130 du Code NACE-BEL ;
- 15° 93.199 du Code NACE-BEL ;
- 16° 93.211 du Code NACE-BEL ;
- 17° 93.212 du Code NACE-BEL ;
- 18° 93.291 du Code NACE-BEL ;
- 19° 93.292 du Code NACE-BEL ;
- 20° 93.299 du Code NACE-BEL.

L'indemnité complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

- 1° 4.000 si l'effectif d'emploi est inférieur à un ;
- 2° 6.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à un et inférieur à cinq ;
- 3° 9.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à cinq et inférieur à dix ;
- 4° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à dix.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, si l'association sans but lucratif a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

Le Gouvernement peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci ont fait l'objet d'une fermeture au moins jusqu'au 27 mars 2021 en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la COVID-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

**Art. 6.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif qui possédait en Région wallonne une unité d'établissement visée à l'article I.2., 16°, du livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique avant le 27 mars 2021 et dont l'activité relève d'un des Codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 45.113 du Code NACE-BEL ;

2° 45.193 à 194 du Code NACE-BEL ;

3° 45.206 du Code NACE-BEL ;

4° 45.320 du Code NACE-BEL ;

5° 45.402 du Code NACE-BEL ;

6° 47 du Code NACE-BEL, à l'exception des codes NACE-BEL 47.111 à 47.115, 47.2, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 à 47.760, 47.781, 47.784, 47.810, 47.910, 47.990 ;

7° 96.021 du Code NACE-BEL ;

8° 96.022 du Code NACE-BEL ;

9° 96.040 du Code NACE-BEL ;

10° 96.092 du Code NACE-BEL.

L'indemnité complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

1° 3.250 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à un ;

2° 5.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à un et inférieur à cinq ;

3° 7.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à cinq et inférieur à dix ;

4° 9.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à dix.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, si l'association sans but lucratif a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

Le Gouvernement peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci ont fait l'objet d'une fermeture au moins jusqu'au 27 mars 2021 en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la COVID-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

**Art. 7.** L'indemnité complémentaire visée aux articles 4, 5 et 6 est attribuée une seule fois par association sans but lucratif inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

**Art. 8.** Dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'association sans but lucratif introduit auprès du Gouvernement sa demande d'indemnité complémentaire via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'association sans but lucratif doit, notamment, fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;

2° le Code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'association sans but lucratif sollicite l'indemnité complémentaire ;

3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;

4° le numéro de compte de l'association sans but lucratif.

L'association sans but lucratif déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement (UE) n° 1407/2013, à savoir 200 000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans l'un des Codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> ou à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> et être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Le montant de l'indemnité complémentaire est calculé par le Gouvernement, conformément aux articles 4, 5 et 6, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques.

Le Gouvernement peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 9.** Le Gouvernement vérifie la recevabilité de la demande d'indemnité complémentaire.

Lorsque la demande d'indemnité complémentaire n'est pas recevable, le Gouvernement suspend la demande et informe l'association sans but lucratif qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'indemnité complémentaire est définitivement rejetée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'association sans but lucratif est informée par voie électronique que l'indemnité complémentaire est accordée.

**Art. 10.** Les indemnités complémentaires visées par le présent décret ne sont pas octroyées ou sont remboursées :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'association sans but lucratif ;

2° en cas de fourniture, sciemment, par l'association sans but lucratif de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des indemnités, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

**Art. 11.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 juin 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,  
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 565 (2020-2021) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 juin 2021.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/42169]

**10. JUNI 2021 — Dekret zur Fortsetzung der Gewährung einer ergänzenden Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die im Rahmen der COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Buch 9 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen,

a) die der MwSt. unterliegt;

b) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags mindestens eine Person beschäftigt;

c) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags weniger als 250 Personen als Vollzeitäquivalenten beschäftigt;

d) die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, d.h. eine Tätigkeit, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;

e) deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, nicht mehr als 50 % beträgt auf der Grundlage der genehmigten Konten für 2019;

2° NACE-BEL-Code: das vom belgischen Nationalen Statistischen Institut in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

3° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

4° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten der VoG beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

**Art. 2** - Die ergänzende Entschädigung im Sinne der Artikel 4, 5 und 6 wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend 1407/2013g 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 3** - Um die ergänzende Entschädigung im Sinne der Artikel 4, 5 und 6 zu beziehen, muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung ihrer Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügen.

**Art. 4** - - Die Regierung gewährt nach von ihr bestimmten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 5. März 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel 1.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

1° 56.101 des NACE-BEL-Codes;

- 2° 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 56.309 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 6.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 3° 9.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Wenn die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 4 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahre 2020 berechnet.

Die Regierung kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde.

**Art. 5** - Die Regierung gewährt nach von ihr bestimmten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 27. März 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 47.990 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 85.510 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 85.520 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 90.021 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 90.041 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 91.030 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 91.041 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 92.000 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- 13° 93.121 bis 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- 14° 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- 15° 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- 16° 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- 17° 93.212 des NACE-BEL-Codes;
- 18° 93.291 des NACE-BEL-Codes;
- 19° 93.292 des NACE-BEL-Codes;
- 20° 93.299 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 6.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 3° 9.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Wenn die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 4 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahre 2020 berechnet.

Die Regierung kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere sie mindestens bis zum 27. März 2021 Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie waren, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde.

**Art. 6** - Die Regierung gewährt nach von ihr bestimmten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 27. März 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 45.113 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 45.193 bis 194 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 45.206 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 45.320 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 45.402 des NACE-BEL-Codes;

6° 47 des NACE-BEL-Codes, mit Ausnahme der Nummern 47.111 bis 47.115, 47.2, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 bis 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 bis 47.760, 47.781, 47.784, 47.810, 47.910 und 47.990 des NACE-BEL-Codes;

7° 96.021 des NACE-BEL-Codes;

8° 96.022 des NACE-BEL-Codes;

9° 96.040 des NACE-BEL-Codes;

10° 96.092 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

1° 3.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;

2° 5.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;

3° 7.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;

4° 9.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Wenn die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 4 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahre 2020 berechnet.

Die Regierung kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere sie mindestens bis zum 27. März 2021 Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie waren, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde.

**Art. 7** - Die ergänzende Entschädigung im Sinne von Artikel 4, 5 und 6 kann in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jede Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gewährt werden, die in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

**Art. 8** - Innerhalb der von der Regierung festgelegten Fristen reicht die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ihren Antrag auf eine ergänzende Entschädigung mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Regierung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere folgende Angaben mitteilen:

1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht die ergänzende Entschädigung beantragt;

3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

4° die Kontonummer der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere, dass sie die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, dass sie einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der je nach Fall in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Ziffer 3, oder Artikel 6 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist, und dass sie den gesetzlichen Bestimmungen, die ihre Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügt.

Die Höhe der ergänzenden Beihilfe wird gemäß Artikel 4, 5 und 6 von der Regierung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen mitgeteilt werden.

Die Regierung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 9** - Die Regierung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Entschädigung.

Ist der Antrag auf eine ergänzende Entschädigung nicht zulässig, so setzt die Regierung den Antrag aus und informiert die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ihren Antrag vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf eine ergänzende Entschädigung endgültig abgewiesen.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht auf dem elektronischen Wege darüber informiert, dass die ergänzende Entschädigung gewährt wird.

**Art. 10** - Die ergänzenden Entschädigungen im Sinne des vorliegenden Dekrets werden nicht gewährt, oder werden zurückerstattet:

1° bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;

2° im Falle einer absichtlichen Übermittlung durch die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Entschädigungen auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

**Art. 11** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Juni 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung,  
Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative  
Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2020-2021

Dokumente des Wallonischen Parlaments 565 (2020-2021) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 9. Juni 2021.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/42169]

**10 JUNI 2021. — Decreet tot voortzetting van de toekenning van een bijkomende vergoeding ten gunste van de verenigingen zonder winstoogmerk die een economische activiteit in het kader van de COVID-19 crisis uitoefenen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° de vereniging zonder winstoogmerk : de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen :

- a) die aan de BTW onderworpen is;
- b) die ten minste één persoon met een arbeidsovereenkomst tewerkstelt;
- c) die minder dan 250 voltijdequivalenten in dienst heeft met een arbeidsovereenkomst;
- d) die een economische activiteit uitoefent, namelijk het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;
- e) waarvan de financiering uit publieke bronnen niet meer dan 50% bedraagt, met uitzondering van werkgelegenheidssteun, op basis van de goedgekeurde rekeningen voor 2019;

2° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

4° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de vereniging zonder winstoogmerk die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

**Art. 2.** De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde bijkomende vergoeding wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening (EU) nr. 1407/2013 genoemd.

**Art. 3.** Om voor de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde bijkomende vergoeding in aanmerking te komen, moet de vereniging zonder winstoogmerk zich houden aan de wettelijke bepalingen die gelden voor de uitoefening van haar activiteiten en aan de fiscale, sociale en milieuwet- en regelgeving.

**Art. 4.** De Regering kent, volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij bepaalt, een bijkomende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die vóór 5 maart 2021 in het Waalse Gewest een vestigingseenheid als bedoeld in artikel 1.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van Economisch Recht had en waarvan de activiteit behoort tot een van de NACE-BEL-codes die vermeld zijn in een van de sectoren of een deel van een sector, bedoeld in de volgende subklassen:

- 1° 56.101 van de NACE-BEL-code;
- 2° 56.102 van de NACE-BEL-code;
- 3° 56.210 van de NACE-BEL-code;
- 4° 56.301 van de NACE-BEL-code;
- 5° 56.302 van de NACE-BEL-code;
- 6° 56.309 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde bijkomende vergoeding bedraagt:

- 1° 4.000 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 6.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 1 en lager is dan 5;
- 3° 9.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 5 en lager is dan 10;
- 4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

In afwijking van artikel 1, 4°, wordt het personeelsbestand, als de vereniging zonder winstoogmerk in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddeld aantal werknemers in 2020.

De Regering kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen voor zover zij worden gesloten krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie, die op 11 maart 2020 door de Wereldgezondheidsorganisatie als pandemie bestempeld werd.

**Art. 5.** De Regering kent, volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij bepaalt, een bijkomende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die vóór 27 maart 2021 in het Waalse Gewest een vestigingseenheid als bedoeld in artikel 1.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van Economisch Recht had en waarvan de activiteit behoort tot een van de NACE-BEL-codes die vermeld zijn in een van de sectoren of een deel van een sector, bedoeld in de volgende subklassen:

- 1° 47.990 van de NACE-BEL-code;
- 2° 59.140 van de NACE-BEL-code;
- 3° 82.300 van de NACE-BEL-code;
- 4° 85.510 van de NACE-BEL-code;
- 5° 85.520 van de NACE-BEL-code;
- 6° 90.021 van de NACE-BEL-code;
- 7° 90.041 van de NACE-BEL-code;
- 8° 90.042 van de NACE-BEL-code;
- 9° 91.030 van de NACE-BEL-code;
- 10° 91.041 van de NACE-BEL-code;
- 11° 92.000 van de NACE-BEL-code;
- 12° 93.110 van de NACE-BEL-code;
- 13° 93.121 tot en met 93.129 van de NACE-BEL-code;
- 14° 93.130 van de NACE-BEL-code;
- 15° 93.199 van de NACE-BEL-code;
- 16° 93.211 van de NACE-BEL-code;
- 17° 93.212 van de NACE-BEL-code;
- 18° 93.291 van de NACE-BEL-code;
- 19° 93.292 van de NACE-BEL-code;
- 20° 93.299 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde bijkomende vergoeding bedraagt:

- 1° 4.000 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 6.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 1 en lager is dan 5;
- 3° 9.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 5 en lager is dan 10;
- 4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

In afwijking van artikel 1, 4°, wordt het personeelsbestand, als de vereniging zonder winstoogmerk in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddeld aantal werknemers in 2020.

De Regering kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen op voorwaarde dat zij ten minste tot 27 maart 2021 gesloten zijn op grond krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie, die op 11 maart 2020 door de Wereldgezondheidsorganisatie als pandemie bestempeld werd.

**Art. 6.** De Regering kent, volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij bepaalt, een bijkomende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die vóór 27 maart 2021 in het Waalse Gewest een vestigingseenheid als bedoeld in artikel 1.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van Economisch Recht had en waarvan de activiteit behoort tot een van de NACE-BEL-codes die vermeld zijn in een van de sectoren of een deel van een sector, bedoeld in de volgende subklassen:

- 1° 45.113 van de NACE-BEL-code;
- 2° 45.193 tot en met 194 van de NACE-BEL-code;



3° 45.206 van de NACE-BEL-code;

4° 45.320 van de NACE-BEL-code;

5° 45.402 van de NACE-BEL-code;

6° 47 van de NACE-BEL-code met uitzondering van de NACE-BEL-codes 47.111 tot 47.115, 47.20, 47.300, 47.511, 47.513, 47.521 à 47.526, 47.529, 47.610, 47.620, 47.730 tot 47.760, 47.781, 47.784, 47.810 en 47.910;

7° 96.021 van de NACE-BEL-code;

8° 96.022 van de NACE-BEL-code;

9° 96.040 van de NACE-BEL-code;

10° 96.092 van de NACE-BEL-code.

De bijkomende vergoeding bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

1° 3.250 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;

2° 5.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 1 en lager is dan 5;

3° 7.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan of gelijk is aan 5 en lager is dan 10;

4° 9.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

In afwijking van artikel 1, 4°, wordt het personeelsbestand, als de vereniging zonder winstoogmerk in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddeld aantal werknemers in 2020.

De Regering kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen, op voorwaarde dat zij ten minste tot 27 maart 2021 gesloten zijn op grond krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie, die op 11 maart 2020 door de Wereldgezondheidsorganisatie als pandemie bestempeld werd.

**Art. 7.** De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde bijkomende vergoeding kan slechts eenmaal per vereniging zonder winstoogmerk ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

**Art. 8.** Binnen de door de Regering vastgestelde termijnen dient de vereniging zonder winstoogmerk haar aanvraag voor de bijkomende vergoeding in bij de Regering via een formulier op het webplatform.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de vereniging zonder winstoogmerk met name de volgende informatie verstrekken :

1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de vereniging zonder winstoogmerk de bijkomende vergoeding aanvraagt;

3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

4° het rekeningnummer van de vereniging zonder winstoogmerk.

De vereniging zonder winstoogmerk verklaart met name door middel van de verklaring op erewoord als bedoeld in het tweede lid, 3°, dat zij de maxima zoals gedefinieerd in Verordening 1407/2013, te weten 200.000 euro, niet overschrijdt gedurende de laatste drie boekjaren, om betrokken te zijn bij een activiteit die is opgenomen in een van de NACE-BEL-codes bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, of in artikel 5, eerste lid, of in artikel 6, eerste lid, al naar gelang het geval, en om in orde te zijn met de wettelijke bepalingen die de uitoefening van de activiteit regelen en met de fiscale, sociale en milieuwetgeving en -reglementering.

Het bedrag van de bijkomende vergoeding wordt door de Regering overeenkomstig de artikelen 4, 5 en 6 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen.

De Regering kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 9.** De Regering onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvraag voor een bijkomende vergoeding.

Wanneer de aanvraag voor een bijkomende vergoeding niet ontvankelijk is, schort de Regering de aanvraag op en stelt zij de vereniging zonder winstoogmerk daarvan in kennis, die haar aanvraag kan aanvullen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de aanvraag voor de bijkomende vergoeding definitief afgewezen.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de vereniging zonder winstoogmerk er elektronisch van in kennis gesteld dat de bijkomende vergoeding wordt toegekend.

**Art. 10.** De in dit decreet bedoelde bijkomende vergoedingen worden niet toegekend of worden terugbetaald:

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de vereniging zonder winstoogmerk van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de vergoedingen, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

**Art. 11.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 juni 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,  
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk,  
Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve  
Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2020-2021.  
Stukken van het Waals Parlement, 565 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 juni 2021.  
Bespreking.  
Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2021/202863]

**3 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal  
de développement rural de la commune de Antoing**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 1<sup>er</sup>, § 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Antoing du 12 novembre 2020 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » du 29 janvier 2021;

Considérant que la commune de Antoing ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition de la Ministre de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le programme communal de développement rural de la commune de Antoing est approuvé pour une période de 10 ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

**Art. 2.** Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

**Art. 3.** Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre ayant le développement rural dans ses attributions.

**Art. 4.** Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

**Art. 5.** La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**Art. 6.** La Ministre de la Ruralité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Namur, le 3 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER